

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 378

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

JEUDI 3 DECEMBRE 1953

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

LE NUMÉRO
20 FRANCS

CONTRE L'ARMÉE
européenne
CONTRE le CAPITALISME
européen

La F.A. devient Fédération Communiste Libertaire

NOTRE organisation vient de changer de dénomination. Désormais, elle s'intitule « Fédération Communiste Libertaire ».

Nos lecteurs désireront sans doute connaître les raisons de cette modification et c'est pourquoi sans entrer dans des considérations doctrinales étendues, nous rappelons ici les raisons principales de ce changement d'appellation.

C'est justement pour répondre aux observations dont depuis longtemps déjà nombre de nos lecteurs et sympathisants nous faisaient part, que le dernier Congrès de la F.A. s'est penché sur ce problème. Nos amis nous faisaient remarquer que nous menions une bataille assez vaine pour revaloriser le mot « anarchisme », discréditant à l'avance nos opinions et d'ailleurs sujet à trop d'interprétations diverses. Observation pertinente. Mais aussi, il était à remarquer que pour définir exactement l'ensemble de nos positions doctrinales, l'expression de « communisme libertaire » était infiniment plus juste que celle d'anarchisme. Sans doute, il n'entre pas dans les intentions de nos militants d'interdire l'emploi du mot « anarchisme », ce serait impossible en matière d'histoire de la doctrine par exemple, mais il était bon que nous donnions publiquement à nos idées une appellation n'offrant pas de prise à l'équivoque et adaptée à ce que nous sommes véritablement.

Il sera moins facile désormais à des adversaires peu scrupuleux de confondre notre doctrine avec un individualisme stérile ou avec un vague romantisme. Rappelons que c'est par bravade que nos militants, autrefois, reprirent le nom d'« anarchistes » par lequel les socialistes parlementaires voulaient les désigner péjorativement. En fait, foncièrement, nous fûmes et nous sommes les combattants du vrai communisme. Nous venons donc de rompre avec une pratique imposée par l'adversaire. L'attachement sentimental de beaucoup d'entre nous à un nom sous lequel tant de nos frères donnèrent le meilleur d'eux-mêmes et souvent leur vie, explique notre longue hésitation.

Notre dernier Congrès ne put lui-même trancher. Il remit la question en discussion et c'est après un long débat qu'un référendum

viens à une très forte majorité de décider.

Vive la Fédération Communiste Libertaire!



PAIX en INDOCHINE par le départ de l'armée française

Si l'on observe avec attention les propositions de négociations d'Ho Chi Minh, on s'aperçoit que la bourgeoisie française aux abois a peu de raisons d'être satisfaite. Il faut vraiment qu'elle cherche à négocier une retraite « honorable » de l'Indochine pour avoir donné la publicité que l'on sait à l'interview d'Ho Chi Minh.

Ho Chi Minh, bien qu'influencé en sous-main par les agents du Kremlin, ne peut aujourd'hui faire une paix reconnaissant la persistance de la France en Indochine sans perdre du même coup tout son pouvoir et son prestige auprès des masses révolutionnaires du Viet-Nam en lutte contre l'impérialisme français. Il ne peut proclamer aujourd'hui inutile une guerre qui dure depuis 7 ans et dans laquelle sont tombés pour un idéal révolutionnaire un nombre immense d'Indochinois.

Le P.C.F. demande lui aussi des négociations en Indochine et il se retrouve là encore côte à côte avec une partie de la bourgeoisie française.

Heureusement, ce désir de négociation à toute force est loin d'apparaître dans la déclaration d'Ho Chi Minh.

Il dit : « Le gouvernement et le peuple de la République démocratique du Viet-Nam sont prêts à discuter la proposition française », mais

- Ni armée européenne C.E.D.
- Ni armée allemande nationale.
- Pas d'union sacrée avec une fraction de la bourgeoisie, avec De Gaulle ou Daladier.
- C'est en intensifiant l'action de classe contre l'ensemble de la bourgeoisie et en menant cette action dans le cadre de l'internationalisme, en France et en Allemagne en particulier, que les travailleurs lutteront contre la C.E.D. et tous les militarismes.
- Une seule réponse donc : action 3^e FRONT.

A ne pouvait pas durer. Depuis plus de huit ans l'Allemagne n'a plus d'armée. Depuis plus de huit ans un grand peuple vivait sans armée, sans caste de porteurs d'uniformes, sans décorés, sans galonnés ivrognes pour apprendre aux jeunes à sauter, sans adjudant pour vous inculquer le respect de l'autorité, sans service militaire, sans désfile musqué en tête, sans vie de caserne, quoi !

Ca ne pouvait pas durer. Ça aurait été trop beau.

L'Allemagne devenait un foyer d'antimilitarisme.

La jeunesse ignorait l'abrutissement méthodique.

La classe ouvrière pouvait espérer respirer et avoir les coudées franches. Les vieilles casquettes n'osaient se montrer et les décorations étaient interdites. La constitution disait que nul ne pouvait être contraint à porter les armes.

Quel mauvais exemple pour le monde entier.

Il fallait que le gendarme américain remette bon ordre à cela et promptement.

La politique de réarmement atlantique ne trouvait heureusement pas de supporters plus fervents que dans la classe dirigeante allemande qui se sentait bien seule, désarmée face à la classe ouvrière, qui se sentait aussi bien à l'étroit dans ce piètre espace peu vital qu'est la République de Bonn.

Le traité de Versailles avait du moins laissé à la bourgeoisie allemande une Reichswehr pour égorger le prolétariat.

Il est vrai que les Alliés tiennent encore l'Allemagne, prêts à intervenir dans le cas où la classe ouvrière voudrait régler son compte avec les dirigeants fantoches à l'Est comme à l'Ouest.

Mais si la bourgeoisie allemande complètement américanisée depuis l'autre après guerre (investissement des Plans Dawes et Young) complètement liée au capitalisme yankee, et animée comme lui du même « dynamisme » expansionniste et explosif est toujours prête à l'aventure, à la conquête du « grand espace » de type américain qui lui manque tant, du grand Est digne pendant du Far West,

aussi : « Le gouvernement français doit suspendre les hostilités. L'armistice sera alors une réalité. La base d'un pareil armistice est que le gouvernement français respecte véritablement l'indépendance du Viet-Nam. »

Ce qui veut dire en d'autres termes que l'armistice aura lieu lorsque le corps expéditionnaire français sera retiré d'Indochine ou aura été rejeté à la mer.

Cependant, sous l'influence de la politique malenkoviste de soumission totale des travailleurs aux bourgeoisies capitalistes, par le canal du nationalisme, du chauvinisme, du patriotisme tendant à créer des fronts unitaires exploitants et exploités (front unit des Français, par exemple), il se peut qu'Ho Chi Minh et sa bureaucratie reculent et aillent jusqu'à un compromis avec la clique de Bao Dai et de l'Union française.

Contre ceci, les travailleurs indochinois doivent se dresser. Ils doivent poursuivre la lutte contre l'impérialisme colonialiste et la bourgeoisie indigène en coordination avec la lutte des travailleurs français jusqu'à la capitulation sans conditions du corps expéditionnaire d'abord, des bourgeoisies indochinoises et française ensuite.

M. MOREAU.

les travailleurs imposeront la SOLUTION REVOLUTIONNAIRE

il n'en va pas de même avec la bourgeoisie française.

Celle-ci est moins impatiente, car déjà pourvue plus qu'à sa suffisance d'espace économique : Elle a un grand Sud en ses possessions d'outre-mer qui satisfait ses ambitions d'hégémonie. La politique d'Unité européenne, éternelle antienne de la phraséologie allemande ne l'attire plus depuis Napoléon.

C'est ce qu'a prononcé le vote négatif du Parlement qui, tout en maintenant sa confiance au gouvernement Laniel a refusé toute prise de

position en faveur de la « Communauté Européenne de Défense ».

Faut-il voir en cette circonstance un succès de Mendès-France qui s'est fait la réputation de l'homme des choix nécessaires, des urgences, des grandes décisions et qui préconisa pour toute solution la remise à l'année prochaine de la question ?

Ce refus de dire oui ou non à la C.E.D. traduit bien le division de la classe dirigeante française quant à son attitude vis-à-vis de la politique d'intégration européenne.

La bourgeoisie française divisée

La bourgeoisie se polarise en deux partis opposés :

L'un dont les avocats les plus influents sont les nouveaux technocrates américanisés du type Monnet, instigateur et dirigeant du Pool Schuman.

Avec leur théoricien De Cernoy, ancien secrétaire de l'Organisation Européenne du Plan Marshall, ils voient dans la fusion de l'Europe les possibilités de réaliser une politique audacieuse néo-libérale où ils espèrent disposer d'atouts économiques français (mines de charbon, fer, bauxites, laminaires, textile, agriculture) permettant de jouer un rôle dans une nouvelle Europe Grande Allemagne. Ce parti voit se rallier à lui certains éléments jeunes-venus dans la vie politique française ou même dits de gauche. Il peut compter sur la majorité des dirigeants du M.R.P., de l'U.D.S.R., de la S.F.I.O., de la C.G.T.-F.O.

Qui, comme « Franc-Tireur » feignent de croire que l'Unité Européenne envisagée aboutit au rapprochement des peuples et — pourquoi pas — à l'Internationale.

Comme si la juxtaposition de sou-

dards dans une armée cosmopolite offrirait quelque chose de nouveau. L'existence de la Légion étrangère prouvait déjà que la bourgeoisie ne craint pas de faire des entorses à son dogme patriotique quand elle en voit l'utilité.

Ces réformistes atlantiques sous prétexte d'union de fraternisation avec l'Allemagne pour lui inculquer enfin le virus démocratique ou social ne sont en réalité poussés que par leur anticommunisme maladif, les uns comme G. Mollet ou P.-H. Spaak, à se jeter dans les bras de leur grand frère, le parti socialiste allemand, qui relait sa crise de dégénérescence « révisionniste », les autres, comme Schuman dans l'entente cléricale qui l'unit à Adenauer.

Si les partisans de la reconstitution de ce Saint Empire d'Occident, germano-roman comme celui de Charlemagne, forment un véritable parti carolingien, leurs adversaires, au nom de la Défense de l'Unité nationale française, doivent être à bon titre qualifiés de parti capétien.

Ce parti là, qui va de Thorez à Bourdet, à Daladier, à de Gaulle et

au comte de Paris, bien sûr, est dans la ligne des classes dirigeantes françaises dont le rôle historique fut d'affirmer l'existence du petit royaume de France aux dépens de l'Empire, c'est-à-dire de l'Europe. Ils ont beau jeu de ramasser les leit-motiv si rabachés au

temps où l'on excitait le peuple d'ici contre celui d'à côté et l'embaras des autres est risible, qui veulent changer encore une fois d'ennemi héréditaire.

Les classes laborieuses n'ayant jamais rien eu à voir en cette affaire.

Le P.C.F. et l'Union sacrée

Les plus bruyants en cette occasion sont bien les porte-paroles du P.C. agitant à tout bout de champs, l'épouvantail du casque allemand, comme si le casque français était moins has-sable et puis après tout les pauvres bougres qu'on envoie au massacre savent bien que le premier protège mieux le crâne.

Pour servir leur politique (qui est en ce moment d'éviter à l'U.R.S.S. le désagrément du réarmement allemand et de renforcer l'alliance avec la bourgeoisie française), les stalinien- nent de mots d'ordre patriotiques assaisonnés d'allusions et d'appels nettement chauvins. Remarquons que cela convient parfaitement à la clientèle petite-bourgeoise gagnée à ce parti et dont l'attachement est plus que jamais précieux.

Le P.C. n'en finit plus d'évoquer l'esprit revanchard allemand, l'impérialisme allemand, les visées annexionnistes allemandes — comme si tout cela n'avait pas son symétrique en France — au nom de la sacro-sainte Unité de la France.

Comme si cela avait quelque chose de commun avec le mouvement ouvrier !

L'Unité de la France ? on s'en fout ! Nous savons ce que cela veut dire l'Unité nationale, la Défense nationale et tout le bazar national. Nous savons comment elle a été conquise et maintenue l'Unité nationale française : comme toutes les autres : par

la ruse et la violence, par le vol, la conquête, l'annexion, l'oppression.

Quant à nous, nous n'avons pas à suivre les conseils de Staline invitant, il y a un an, les classes ouvrières à ramasser le drapeau de l'Indépendance nationale et des libérés bourgeois. Laissons-le balagner dans la fange où il est tombé : c'est l'étendard des tyrans, des bourreaux, des exploités justifiant tous les massacres guerriers, toutes les répressions policières.

Nous n'oublions pas non plus un des derniers cadeaux de Staline au peuple allemand : voulant monnayer son unification avec les Occidentaux il admit le « droit » de la future Allemagne réunifiée à une armée nationale.

La véritable solution reste révolutionnaire

Aussi avec la classe ouvrière allemande

Avec la jeunesse allemande

Nous disons ni armée « nationale »

Ni armée « européenne »

L'intérêt de la classe ouvrière est opposé à toute armée et c'est uniquement sur le terrain de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien que peut se combattre la C.E.D. comme tout réarmement allemand, comme tout réarmement, comme tout militarisme, comme toute politique de guerre.

A qui fera-t-on croire que pour combattre la C.E.D. et le militarisme allemand, il faut s'allier au fasciste De Gaulle, au « fusilleur » Daladier ? La bourgeoisie ne recule que devant la force de l'action ouvrière, et la bourgeoisie partisane de la C.E.D. ne sera combattue, comme la bourgeoisie antic-E.D., que par l'action de classe, et d'abord l'action revendicative et cela en France et en Allemagne. Et si la C.E.D., ou le réarmement allemand indépendant, se réalisait, c'est encore et toujours la seule action ouvrière en France et en Allemagne, qui pourra les affaiblir et faire reculer les fauteurs de guerre.

J. PRESLY.

(Suite page 2, col. 6.)

L'opération "Frachon" N'A PAS TROMPÉ LES OUVRIERS

BENOIT FRACHON a été arrêté le 22 novembre. A la sortie du Congrès des Délégués syndicaux de la Seine, rue de la Grange-aux-Belles, le secrétaire général de la C.G.T. s'est fait cueillir par les flics. Ceux-ci étaient arrivés en forces imposantes et s'étaient disposés autour de la Maison des Syndicats. Les délégués cégétistes n'ont pas bronché. Ils ont, en gens disciplinés et obéissants, présenté leurs cartes et satisfait aux opérations de filtrage des papiers. Pas la moindre ombre de résistance et aucune surprise de leur part. Tout cela semble avoir été prévu et même préparé.

On se souvient que Frachon était, depuis mars, sous le coup d'un mandat d'arrêt, lancé par le juge Michel. Aussi avait-il « disparu » pendant plusieurs mois. Après la libération de Le Léap et le tout récent vote de l'Assemblée annulant les poursuites contre les 5 militants communistes, il est sorti de la clandestinité. Une publicité voulue et tapageuse s'est faite autour de lui. La presse stalinienne avait bruyamment annoncé qu'il serait présent au Congrès. C'était un véritable défi lancé au gouvernement.

Les dirigeants stalinien- nent cachent d'ailleurs à peine qu'il s'agit là d'une manœuvre. Ainsi Léon Mauvais proclame que « la présence au Congrès de Benoit Frachon est un coup d'audace basé sur l'examen d'une situation donnée ».

Servir la propagande du Parti, confirmer la victoire obtenue du fait, du vote de l'Assemblée favorable à la cessation des poursuites, rendre légale la position de Frachon en le faisant arrêter puis libérer, sont les buts de ce coup d'audace.

Le motif à une campagne de protestations est ainsi créé de toutes pièces. Les journaux communistes, en effet, demandent aux travailleurs d'agir pour la mise en liberté immédiate de leur représentant. Des déclarations succèdent aux protestations, des pétitions sont signées, des tracts distribués. L'inet fait une interpellation au Parlement. On dénonce les libertés syndicales et républicaines bafouées, les droits constitutionnels méprisés. La manœuvre a d'ailleurs abouti à un résultat prévisible. Frachon vient d'être libéré le 27 novembre.

Mais la raison profonde de cette action est de diriger une action de plus contre la C.E.D. Selon une récente proclama-

tion du Comité du P.C., l'arrestation a été faite à la demande des Américains, au moment du départ de Laniel et de Bidault pour les Bermudes.

L'inopportunité de l'emprisonnement de Frachon est manifeste quand l'Assemblée discute sur la C.E.D. et la politique européenne. Le gouvernement est tombé dans le piège tendu et a fait « le pas de clerc » auquel on l'incitait.

Que pensent les travailleurs d'une telle manœuvre ?

Dans l'ensemble, ils montrent très peu de chaleur et beaucoup de modération à répondre aux dirigeants stalinien- nent leur indifférence est évidente. Ils trouvent stupides et ridicules la provocation et le sacrifice de Frachon, pour qui maintenant on leur demande d'agir. Nombreux sont, ces derniers jours, les militants de la C.G.T. qui n'hésitent pas à réprouver publiquement de telles méthodes.

La manœuvre par elle-même est cousue de fil blanc et les protestations indignées, la surprise dont fait preuve les dirigeants paraissent, non seulement artificielles, mais ridicules.

Cette campagne, engagée par le P.C., les méthodes utilisées reflètent parfaitement la nature véritable du Parti, l'attitude générale des dirigeants. Ceux-ci parlent au nom des institutions républicaines, de la légalité, de la Constitution sérieusement menacées. Or, qu'est-ce tout cela sinon la domination et l'oppression codifiées, qu'est-ce sinon des éléments constitutifs du régime actuel d'exploitation. Ils proclament qu'ils sont les défenseurs des libertés républicaines, alors que leur rôle de communistes serait de les attaquer sans répit, de dénoncer constamment leur caractère illusoire, le bluff, le miroir aux alouettes qu'elles représentent.

Cette campagne, comme toutes celles menées par la bureaucratie du P.C., exprime nettement la volonté d'étouffer la lutte de classes, de décourager la combativité des travailleurs et montre sa servilité de plus en plus totale et de plus en plus basse aux impérialistes du Kremlin.

Le gouvernement, lui, s'est empressé de relever le gant et de répondre, « manu militari », à la provocation. L'arrestation du secrétaire général de la C.G.T., malgré sa rapide libération, n'en est pas moins significative : Volonté des rou-

vernants de développer à tout prix l'autoritarisme. Une telle mesure n'a absolument rien de surprenant et est tout à fait conforme à la conduite habituelle de Laniel et de sa clique. Le Fascisme,

Jean MASSON.

(Suite page 2, col. 4.)

AUX BERMUDES

L'impérialisme occidental va définir sa stratégie

UN communiqué officiel, publié le 10 novembre simultanément à Washington, à Paris et à Londres, vient d'annoncer que la rencontre des Trois aura lieu aux Bermudes du 4 au 8 décembre. Sur l'initiative de Churchill, Laniel, Eisenhower et le Premier Britannique lui-même se réuniront pour examiner les problèmes brûlants de l'heure : relations occidentales avec l'U.R.S.S., Unité européenne et problème allemand.

L'objet fondamental de la Conférence et la détermination de l'attitude que doit adopter le bloc de l'Ouest dans la guerre froide. Il s'agit de préciser les positions qu'il faut prendre, la conduite à suivre, la Conférence de Londres n'ayant rien donné de positif à ce sujet.

La note soviétique du 3 novembre a provoqué dans une certaine mesure cette rencontre. En effet, contrairement aux précédentes, elle ne présente ni aspect vague ni caractère de propagande. Bien au contraire, le refus de participer à la conférence de Lugano est catégorique. Les propositions qu'elle contient sont inacceptables pour les gens de Washington, comme pour leurs valets européens. Le Kremlin montre d'une façon peut-être plus masquée qu'il y a un mois sa volonté de durcissement et son hostilité marquée à toute conciliation.

Les Américains saisissent la balle au

bond et profitent de l'occasion pour prouver à certains de leurs valets plus ou moins disciplinés et plus ou moins illusionnés que la bonne volonté pacifique de l'U.R.S.S. n'est qu'un bluff. Aussi est-il nécessaire aux occidentaux de s'organiser et de se renforcer, « d'éliminer, selon Eisenhower, tout sujet de friction ». Mettre en place le dispositif européen de défense le plus rapidement possible est pour eux, comme le laissent entendre les récentes déclarations de Foster Dulles et de Cabot Lodge, une question vitale.

Les diplomates U.S. visent avant tout à faire sortir de l'immobilisme leurs alliés européens. Comme pour leurs adversaires russes il s'agit essentiellement de développer à outrance la guerre froide, d'intensifier le plus possible la tension internationale.

Mais si un esprit commun, une volonté de raisonnement sont constatables, de profondes divergences apparaissent en revanche dans le bloc occidental. Elles sont dues, en général, à l'existence de rivalités de personnalités, d'intérêts contradictoires, de conceptions et de points de vue différents de la situation actuelle.

Il faut, à ce sujet, mettre en lumière l'attitude de Churchill. Il ne faut pas oublier que c'est au premier ministre

J. M.

(Suite page 2, col. 1.)

Construction et gangstérisme

Le fonctionnement du C. M. B.

Il n'est pas de vous décrire le rôle du C.M.B. Dans l'article précédent nous l'avons dit.

Fondé en 1937, le C.M.B. eut une existence fort modeste et, jusqu'à la libération, limita son champ d'action au sein de sociétés combattantes. Ensuite il étendit son activité dans la reconstruction. L'Etat avouant son incapacité, fit appel à des groupes financiers privés. Le C.M.B. fonda tête baissée dans l'offre et signa ce jour son arrêt de mort.

Le C.M.B. pratiquait le crédit différé à terme fixe. Les prêts étaient consentis après une période de six mois à deux ans suivant la valeur souscrite globalement et une échelle dégressive de 50 %, 40 %, 30 %, etc. et le mode d'intérêt de 4 % suivant la durée du prêt accordé.

L'affaire, en elle-même, était-elle viable ? Pratiquement le crédit différé à terme fixe est possible sans difficultés. Notons, cependant, que nous n'avons pas à prendre parti pour telle forme de crédit ou telle autre, nous voulons être impartiaux et objectifs avant tout, n'ayant pas à établir de parallèle entre deux méthodes, l'une capitaliste, l'autre libérale. Il existe encore aujourd'hui et ce malgré le krach du C.M.B., d'autres sociétés de crédit différé qui subsistent.

Les mésaventures du C.M.B. proviennent de sa folie des grandeurs, de sa propagation trop intensive sans garantie suffisante de réserves. A partir du moment où les engagements du C.M.B. — les prêts qu'il devait consentir à une date fixe — étaient supérieurs à ses recettes — souscriptions reçues, avances prêtées — il était inévitable que des ennuis de trésorerie n'apparaissent à une période déterminée. Même, si ne disposant pas de réserves suffisantes pour faire face à des périodes difficiles de trésorerie, la situation financière du C.M.B. ou de tout autre établissement ne peut être catastrophique à moins de faillite frauduleuse, c'est-à-dire escroquerie.

Il ne peut y avoir faillite que lorsque le débit dépasse le crédit dans un dépôt de bilan.

Le C.M.B. ne disposant pas de réserves de sécurité adéquate à son chiffre d'affaires a été amené à pratiquer le système commercial dit « boucle de neige ».

Indivisiblement, s'il voulait maintenir ses engagements et n'ayant pas d'apuis financiers importants, il devait recourir à cette méthode commerciale peu scrupuleuse disons-le nettement. Mais même si l'activité du C.M.B. eût été tantôt progressive, tantôt régressive, que cette progression soit arithmétique 1, 2, 3, 4, 5, etc., ou géométrique 2, 4, 8, 16, 32, etc., ou bien envisageons, comme cela s'est produit, une cessation d'activité, il ne peut y avoir ni faillite, ni liquidation judiciaire, malgré une défection de fonds apparente. Ce manque de trésorerie pouvait très bien ne jamais exister si l'affaire avait été menée sagement.

Envisageons le problème tel qu'il est, la cessation complète sur ordre du gouvernement et le dépôt du bilan.

Il est indéniable que le C.M.B. reste débiteur de ses engagements — prêts à consentir aux souscripteurs — mais reste créancier des prêts qu'il a lui-même consentis.

Qu'à une époque donnée, il ne peut faire face à ses engagements ne prouve nullement que l'établissement est en faillite. Le dépôt du bilan bien qu'il n'ait été communiqué à la presse ne démontre un passif, car les administrateurs du C.M.B. encourageaient en premier

le chef d'accusation d'escroquerie. Pour l'heure il est impossible de l'affirmer et les accusations portent sur les statuts de la société, l'augmentation abusive du capital.

Ses engagements portent sur le prêt qu'il devait consentir à ses souscripteurs à une date déterminée. La cessation de son activité par ordre gouvernemental en est la cause directe car nous n'oublions que cet établissement ne possédait pas de réserves suffisantes pour faire face à une régression d'activité.

Pratiquant en fait et non en droit le système « boucle de neige », il s'avère particulièrement que le C.M.B. était géré à la légère. Une gestion saine aurait été inattaquable et le C.M.B. pouvait continuer son activité.

Est-ce à dire que le découvert de 10 milliards est certain et que les souscripteurs perdront tout ce qu'ils ont avancé. Comme nous le disions ci-dessus, le C.M.B. reste créancier des prêts avancés par lui et nul ne nous a renseigné sur le montant de ce crédit. Si véritablement il n'y a pas eu escroquerie aucun souscripteur ne doit perdre, le plus désagréable pour celui-ci, c'est que la rentrée de ses fonds peut s'échelonner sur une période équivalente aux engagements pris par le C.M.B. Ce sont les souscripteurs qui doivent au plus vite réclamer l'ouverture publique du bilan, les comptes profits et pertes et la durée effective de la liquidation du C.M.B. après le respect des engagements.

Dans toute cette affaire où vraiment le public est quantifié négligeable, où tout se trame dans le noir, on se pose la question : « Le krach du C.M.B. ? Un krach prémédité ? »

Car on se demande pourquoi avoir attendu plus de 18 mois pour dévoiler la catastrophe, si catastrophe il y a. Les sphères gouvernementales n'étaient pas ignorantes de l'activité du C.M.B. Une loi avait été votée concernant les établissements de crédit différé. Le C.M.B. n'avait pas cru être touché par les modalités de cette loi. Nul ne l'a inquiété pendant 18 mois, malgré les rapports faits par les ministères des Finances et de la Reconstruction entre temps.

Alors ! Qui a donné le coup fatal au C.M.B. ? Sans se soucier autrement des souscripteurs de ce dernier. Sous le manteau d'un puissant trust financier et financier serait l'instigateur de la déconfiture du C.M.B. et serait prêt à reprendre la succession de ce dernier sous son propre toit. Est-ce exact ?

Que manigance-t-on en haut lieu ? L'Etat porte la responsabilité la plus totale sur la gestion du C.M.B. Si de hautes personnalités politiques ou financières ont protégé le C.M.B., il faut les dévoiler. Nous vivons dans l'inconnu.

Tout ceci éclaire la carence de l'Etat, incapable de gérer les deniers publics, et M. Lemaire, ministre actuel de la Reconstruction ne nous démentira pas, quand tout dernièrement, il avait l'incapacité de son ministère, en faisant appel à des financiers privés pour activer la construction de logements. L'affaire du C.M.B. ne fut pas la seule. D'autres sociétés viennent de mettre la clef sous la porte.

L'Etat, imputable pour les travailleurs qui réclament le bien-être, leur offre les bulles de mousqueton le set C.R.S., mais permet à des gangsters bien placés dans la société monétaire, de dilapider, d'escroquer la petite épargne de l'ouvrier qui pensait pouvoir réaliser pour ses vieux jours son espérance : un toit.

L'Etat capitaliste dévoile sa face hideuse et sa fonction principale : une entreprise de gangstérisme.

R. J.

AUX BERMUDES

(Suite de la première page)

anglais que revient l'initiative de la rencontre des Bermudes, décision dans laquelle la Maison Blanche n'a qu'un rôle secondaire. Ceci ajouté aux multiples démarches, aux précédents projets établis dans le but d'une conciliation avec Moscou est le signe d'une attitude parfois résolument indépendante de celle des U.S.A. et très souvent de vues totalement divergentes.

Churchill est partisan en effet d'une autonomie, tout au moins relative, de l'Europe Occidentale et en particulier de la Grande-Bretagne à l'égard de Washington. Il fait par ailleurs tout son possible pour maintenir son pays et le Commonwealth en général, à un

Chez les salauds

Un hebdomadaire parisien publie cette semaine l'information suivante : « Les couloirs du Palais-Bourbon en entendent de belles, ces jours-ci. Il paraît que tout est à vendre et que tout est vendu dans ce système dont Ubu n'aurait osé rêver.

« Les adversaires de l'armée européenne représentent les accusations du sénateur gaulliste Michel Debré et affirment que Jean Monnet aurait détourné des fonds de la Haute Autorité charbonnière pour financer la campagne en faveur de la C.E.D.

« Les autres répliquent aussitôt : « Les journalistes hostiles à l'armée européenne ont brusquement les poches vides. »

« Le Libéraire lui-même paye ses dettes.

« D'où vient l'argent ? »

« Les autres » n'étaient sans doute pas au gala de notre journal, sinon ils auraient vu d'où vient l'argent. Le Libéraire a de plus en plus de lecteurs, c'est ce qui lui permet de vivre. La plupart des journaux ne peuvent en dire autant. Le papier est de plus en plus cher, l'impression augmente sans cesse. On veut faire disparaître la presse révolutionnaire ! On rage de la voir tenir le coup envers et contre

rang sinon primordial du moins respectable. Le Premier Britannique a également conscience qu'un nouveau cataclysme mondial risquerait fort d'entraîner l'effondrement total du capitalisme. Aussi faut-il l'éviter à tout prix et ainsi s'explique sa ferme volonté d'aboutir à un règlement pacifique.

Pour lui, à l'encontre des salopards de Washington, des crétins physiologiques du genre Eisenhower et de Mac Carthy, l'hypocrisie et la ruse ont une nette préférence. Il recherche donc « tous les contacts officiels ou officieux qui pourraient sembler utiles » avec l'adversaire. Aujourd'hui alors que la Maison Blanche se renferme dans un mutisme de plus en plus absolu il souhaite toujours rencontrer Malenkov.

Il faut souligner, d'autre part, une autre source de difficultés presque insurmontables dans le camp occidental. Il s'agit de différends assez aigus, conséquences des accords de Bonn. Le gouvernement français a peur de voir l'Allemagne occuper en Europe une place importante qui risquerait de devenir rapidement prédominante. De son côté Adenauer n'a pas du tout l'intention de consentir à ce que l'Allemagne croupisse dans une situation inférieure. Aussi, Anglais et Américains espèrent grâce à cette Conférence des Bermudes régler le différend et en influençant le parlement français, lui faire accepter la C.E.D.

De ces vues qui n'ont souvent rien de commun, de ces rivalités parfois irréductibles résulte pour les Occidentaux une ligne de conduite hésitante et irrésolue. Malgré les efforts des yankees déployés pour résoudre ces conflits internes, ceux-ci subsistent toujours et réapparaissent avec encore plus d'acuité sous d'autres formes. Des faillites de plus en plus importantes, des contradictions sans nombre sont le lot de l'impérialisme occidental. A cela il faut tenir compte des problèmes insurmontables, dont les nations de l'Europe font les frais essentiellement. Les crises financières et économiques vont en croissant et les U.S.A. eux-mêmes ont constamment à résoudre ce problème perpétuel qu'est celui des débouchés et de la consommation. Le bloc oriental n'est d'ailleurs pas exempt de ces difficultés. L'insuffisan-

Un authentique républicain : le Citoyen MASSENET

Préfet du Rhône !

La région Rhône-Alpes a le privilège d'avoir à sa tête un préfet qui ne manque pas une occasion de montrer les sentiments républicains qu'il anime.

Représentant de la République laïque et démocratique, nous lui devons cette circulaire du 7 novembre 1951 (adressée aux maires), qu'il a sans doute renouvelée les années suivantes, et dans laquelle nous croyons devoir souligner deux mots :

« Si des cérémonies civiles ou religieuses sont spécialement célébrées à l'intention des combattants d'Indochine, vous devrez y assister personnellement, ou, en tout cas, vous y faire représenter. »

C'est dans le même esprit, sans doute, qu'au soir de la magnifique grève du 9 novembre 1953, lancée pour protester contre les lois antilaïques, M. le préfet Massenet fit barrer par sa police les voies d'accès à la préfecture, afin de bloquer l'imposant cortège d'enseignants qui, venant de la Bourse du Travail, accompagnait la délégation, qu'il refusa d'ailleurs de recevoir.

On n'a pas oublié, non plus, que le dimanche 23 mars 1953, M. le préfet Massenet mit Lyon en état de siège. Avec ses compagnies de C.R.S., d'agents, de cyclistes, de gardiens et de policiers, avec ses mousquetons et ses voitures-radio, il prétendait empêcher les enseignants et les laïcs de la région lyonnaise de manifester en faveur de l'école républicaine. Peine perdue, d'ailleurs, Monsieur Massenet, car la manifestation se fit quand même !

La récente grève du 9 novembre lancée par les organisations enseignantes a permis au préfet d'ordre moral Massenet de se rappeler au bon souvenir des instituteurs, qui, décidément, ne sont pas dans « sa manche », ce qui, d'ailleurs, leur importe peu. La presse locale du 7 novembre 1953 rendait compte de sa conférence de presse où, après avoir parlé de la situation économique, du marché de la viande, des bouchers, il s'intéressa aux instituteurs de très aimable façon, ce qui ne peut étonner personne :

« Les instituteurs, dit-il en substance, ont eu pendant l'année scolaire 1952-1953, 179 jours de travail pour 186 de congé. Ils s'absentent en plus la semaine pour les conférences pédagogiques, qui vont, d'ailleurs, se tenir, maintenant, le je, le jeudi. Ces fonctionnaires sont parmi ceux qui ont

vu leurs salaires le plus augmenter depuis la guerre.

« On a beaucoup parlé du décret de septembre sur les pouvoirs des préfets. En réalité, nous n'avons même pas les pouvoirs que nous avions sous la III^e République pour les nominations et les mutations d'instituteurs. »

Interrogé sur l'insuffisance des locaux scolaires, M. Massenet répondit : « Il est certain que sur ce point, un grand effort est nécessaire. Mais une grève n'arrange rien. »

(« Le Progrès de Lyon, 7-11. »)

A cette déclaration — dont le plus sûr effet a été de décider à la grève un certain nombre d'enseignants jusqu'alors peu enclins à y participer — a provoqué une cinglante réplique du Bureau syndical de la section du Rhône. Le Progrès, qui, évidemment, avait publié les attaques du préfet dans toutes ses éditions, s'est bien gardé de donner à la réponse la même publicité !

H. V.

« Le bureau de la Section du Rhône du S.N.I. a pris connaissance dans la presse du 7-11-53 des propos tenus par M. le préfet Massenet au cours d'une conférence de presse.

« Il note que le représentant du gouvernement pour excuser la carence gouvernementale évidente vis-à-vis de l'Education Nationale, carence soulignée par la Journée des enseignants le 9 novembre, n'a pu que reprendre la légende éculée des nombreux congés des instituteurs, propagée à l'envi par les ennemis de l'école publique, pour tenter de les déconsidérer aux yeux des parents d'élèves.

« Cette besogne, que le bureau de la section syndicale se refuse à qualifier, constitue l'aveu le plus net et le plus autorisé de la justesse des revendications des enseignants.

« Les esprits objectifs pourront en surplus y trouver la mesure de la dignité de l'un et des autres.

« Elle apparaît dans toute son évidence lorsqu'il sera précisé une fois de plus que les 186 jours de congé qui sont le lot des instituteurs se décomposent approximativement comme suit :

« Cinquante-deux dimanches et cinquante-deux jeudis, soit 104 jours de congé dont bénéficient tous les salariés (ils ont le samedi au lieu du jeudi —

Un communiqué du Syndicat National des Instituteurs (Section du Rhône)

Le Conseil syndical, réuni le 19 novembre à la Bourse du Travail de Lyon, a décidé à l'unanimité de refuser le jour de congé du 23 décembre, octroyé illégalement par le Ministre de l'Education Nationale.

Il mandate le bureau de la section pour que soit organisée la propagande nécessaire, afin que tous les instituteurs et toutes les institutrices soient dans leur classe le 23 décembre.

Les instituteurs et les institutrices

ne mendent pas de jours de congé. Les instituteurs et les institutrices veulent que le Ministre de l'Education Nationale de la République ne désorganise pas l'enseignement public et qu'il défende l'école laïque.

Ils veulent ne plus avoir 35, 40, 50, 60 élèves dans leurs classes. Ils veulent que soient remplacés les maîtres malades.

Ils veulent que soient assurés le recrutement et la formation professionnelle des jeunes.

Ils veulent des locaux et du personnel.

Par leur grève à près de 100 %, le 9 novembre dernier, les enseignants ont signifié cela, une fois de plus, aux Pouvoirs publics.

Mais le Ministre de l'Education Nationale continue à palabrer, à discourir, à se multiplier ; il parle de prolonger la post-école jusqu'à 18 ans et accouche de quelque projet. Et ces messieurs des sphères dirigeantes prennent bien plus d'intérêt à la course élyséenne qu'à la défense et au rayonnement de l'enseignement laïque.

— De crédits, point !

— Mais prenez donc un jour de congé supplémentaire.

— Non, merci, messieurs ! Donnez-nous plutôt des locaux et du personnel.

FRACHON

(Suite de la première page)

actuellement, est la seule chance de survie de la bourgeoisie occidentale. Aussi les gouvernants, qui ont conscience de ce fait, imposent un régime dictatorial, progressivement post-état, mais moins nettement. De jour en jour ils s'attaquent à la Constitution, grignotent et restreignent les quelques « droits » et « libertés » dont ils se foutent éperdument et qu'ils suppriment lorsqu'ils deviennent gênants.

C'est cette instauration du fascisme qu'il faut empêcher à tout prix. Voilà quel doit être l'objectif primordial et fondamental de tous les travailleurs. Ceux-ci ne doivent pas se laisser entraîner par les dirigeants stalinistes qui agissent à la fois contre les intérêts et les aspirations du prolétariat, qui selon les ordres de Moscou, abandonnent la lutte de classes pour le réformisme et le chauvinisme. C'est un combat sans merci que les travailleurs doivent engager, dont la seule issue ne peut qu'être la révolution sociale et internationale, assurant leur triomphe définitif et total.

Ils se posent comme les défenseurs de la grandeur nationale, de la patrie française, que fascistes et américains veulent éclipser, au lieu de rappeler constamment la parole marxiste et de s'en faire un mot d'ordre : « Les Proletaires n'ont pas de patrie ».

vingt jours de travail de huit heures).

Le jeudi, au surplus, étant un jour vacant destiné par la loi à permettre aux familles qui le désirent de faire donner un enseignement religieux à leurs enfants.

« Dix jours de vacances à Noël (légal), dix jours de vacances à Pâques (légal), trois jours de vacances à Mardi Gras (légal), 50 jours de vacances d'été (légal) (les jeudis et dimanches, déjà comptés en bloc, sont déduits de ces chiffres).

« Les parents comme le corps médical trouvent ces vacances indispensables à la santé des enfants (ils les allongent d'eux-mêmes trop souvent au gré des instituteurs) et les pédagogues, quelle que soit leur origine, les estiment absolument nécessaires à la détente de l'esprit de l'enfant pour qu'un travail intellectuel normal soit possible.

« Il s'ensuit que les instituteurs assurent donc simplement le service qui leur est imposé, tel qu'il est organisé par les lois en vigueur.

« Il est bon de préciser encore qu'ils ont toujours été les seuls à protester contre l'allongement des vacances et l'octroi de jours fériés supplémentaires dont ils connaissent plus que quiconque les méfaits.

« Il y a quelque gêne à rappeler, mais la déclaration de M. le préfet crée au bureau de la section le devoir de le faire, que les instituteurs, soumis à leur entrée dans la profession à un sévère examen médical, donc en parfaite santé au début de leur carrière, occupent dans la liste des professions atteintes de tuberculose le deuxième rang (après les mineurs) et le premier,

peu enviable, pour les maladies mentales.

« Ces classements, estime le bureau, semblent devoir prouver à quiconque est de bonne foi que le travail exige d'eux une dépense physique et nerveuse qui est loin d'être le fruit de la paresse ou du farniente, et dépasse de loin les normes habituelles imposées à l'organisme de n'importe quel travailleur ! »

« Le traitement des instituteurs est basé uniquement sur la qualification qu'on requiert d'eux. Le président du Conseil, le ministre du Budget ont reconnu au cours d'une audience accordée aux représentants de la Fédération de l'Education Nationale, le 26 octobre, que le personnel enseignant était maintenant déclassé dans la hiérarchie des salaires.

« En effet, le traitement des instituteurs était équivalent, depuis la guerre, à ceux des autres catégories ayant les mêmes diplômes équivalents. Les instituteurs étaient assimilés entre autres aux inspecteurs de police, aux officiers subalternes et aux juges de paix, catégories qui ont vu peu à peu et tout récemment encore des indemnités nouvelles substantielles leur être allouées par décrets. Les instituteurs, eux, attendent, voilà les faits.

« Confrontés dans le jugement, qui seul leur importe, des parents qui leur confient leurs enfants, et dédaignant toute attaque malveillante, d'où qu'elle vienne, les instituteurs et les institutrices continuent à accomplir consciencieusement leur travail au profit des enfants et de la nation, et continueront à réclamer avec toute l'énergie nécessaire les moyens qu'on leur refuse de le rendre plus efficace.

« Le Bureau de la Section du Rhône du Syndicat National des Instituteurs. »

L'U.R.S.S. exporte son pétrole et son or

L'U.R.S.S. a transféré récemment certaines quantités d'or de Moscou à la Banque d'Angleterre (en lingots portant l'estampille soviétique). D'autres lingots ont été vendus sur les marchés de Zurich, Tanger et Paris.

D'autre part, depuis quelque temps, l'U.R.S.S. poursuit une vente intensive de pétrole soit par l'intermédiaire de firmes d'importation privées, soit par des accords commerciaux avec des pays tels que la Finlande, la France, l'Argentine, l'Islande. Des négociations sont en cours avec d'autres pays. Une quarantaine de pétroliers en construction sur les chantiers navals de Finlande, du Danemark, de Hollande, de Suède, permettent de penser que l'U.R.S.S. va continuer ses exportations de pétrole vers les marchés occidentaux et peut-être vers la Chine qui n'est reliée que par un pipe-line insuffisant.

De nombreux commentaires de presse ont suivi ces transactions de l'or et du pétrole. Certaines informations affirmaient qu'en liquidant son or sur le marché mondial l'U.R.S.S. s'efforçait d'en perturber les cours et de provoquer une crise dans les pays occidentaux. Pour le pétrole on a parlé d'un dumping soviétique.

Signalons qu'il se passe pour l'or le même mécanisme que pour les autres marchandises. La production croissante a fait baisser les prix régulièrement et l'envoi de l'U.R.S.S. n'a fait qu'accroître cette baisse, rien de plus. Quant aux causes de crise mondiale elles sont une conséquence du système capitaliste (mévente, sous-consommation, chômage) : la baisse ou la hausse de l'or n'y peut rien changer.

Si les prix du fuel-oil offert en Europe occidentale sont inférieurs à ceux des raffineries locales, c'est seulement dans le but de permettre la vente.

La première explication de ces exportations d'or et de pétrole est celle de la nécessité pour l'U.R.S.S. d'augmenter ses achats à l'étranger de produits fabriqués. Ils font partie du plan de Malenkov, d'amélioration du niveau de vie des habitants. Pour effectuer ces achats, les devises correspondantes étaient nécessaires : par exemple sterling pour les achats aux pays du Commonwealth britannique. L'avantage de l'or et du pétrole comme marchandises d'échanges était net : la production de chacun d'eux est croissante en U.R.S.S. et le pétrole n'y joue pas actuellement un rôle prédominant, le marché de l'or et du pétrole n'est pas encore saturé dans les pays capitalistes.

Une deuxième explication complémentaire s'impose quand on est au courant des difficultés éprou-

vées par les pays capitalistes, U.S.A. en tête, pour écouler leur « production excédentaire », impossible à vendre et dont les stocks s'entassent démesurément. Exporter à tout prix redevient la devise et la chasse aux débouchés s'organise.

Bien au courant de ces tensions internes à l'intérieur du bloc occidental qui opposent entre eux intérêts privés ou nationaux, l'U.R.S.S. va faire miroiter son immense marché intérieur. Ce n'est pas sans hasard qu'elle amplifie ses échanges commerciaux avec l'Ouest : Or et pétrole contre toutes les marchandises invendables qui s'accumulent parce que les travailleurs sont insolubles ; et la liste est longue.

Ainsi par ce commerce avec l'Ouest, l'U.R.S.S. va faire une double affaire en obtenant les marchandises dont elle a besoin et en s'attachant des intérêts capitalistes qu'elle pourra faire jouer contre les U.S.A. Cette politique d'alliance avec certains éléments capitalistes rejoint celle préconisée par le P.C. en France.

Pour sa défense l'U.R.S.S. trouve plus sûr de s'attacher une fraction de la bourgeoisie internationale et de faire taire les revendications de la classe ouvrière qui gêneraient cette position.

L. R.

Contre l'armée européenne

(Suite de la première page)

Attacher la classe ouvrière au char de De Gaulle et Daladier, c'est donc tourner le dos à la véritable solution, c'est paralyser l'action ouvrière pour plaire aux alliés bourgeois gaullistes et radicaux, alors qu'il faut intensifier l'action de classe.

Et il n'y a pas de Défense nationale qui tienne pour les travailleurs. Les prolétaires restent solidaires des prolétaires « ennemis » contre les exploitateurs et ils n'attendent pas pour fraterniser que ces messieurs de l'Europe Unie les y invitent.

Devant les caillouillages lamentables de la bourgeoisie qui essaye de remplacer les vieilles patries par une nouvelle nous réaffirmons notre seul mot d'ordre.

Les travailleurs n'ont pas de patrie. Aux propagandes bellicistes, ils répondent par le définitif : révolutionnaire.

Aux guerres de défense nationale, aux guerres impérialistes ils substituent la guerre révolutionnaire, la guerre civile internationale.

Aux armées, ils opposent le peuple en armes, les milices et colonnes ouvrières, les unités de partisans. Et cette perspective est celle du combat pour un troisième front révolutionnaire international et prolétarien, qui s'inscrit contre les armées et défenses nationales ou internationales de l'un comme de l'autre bloc.

Communiqué

CLERMONT-FERRAND : Les camarades sympathisants, lecteurs du Libéraire, qui seraient intéressés par une prise de contact, sont invités à se rendre au kiosque de la place Gaillard, le dimanche 6 décembre, à 10 h. 30 précises.

Problèmes essentiels

POUR LE RÉVOLUTIONNAIRE : ou le matérialisme historique ou l'incapacité et la démission

Le matérialisme historique, s'il n'avait pour but que de satisfaire l'esprit du révolutionnaire, serait aussi vain que toutes les philosophies. Mais il représente tout autre chose : en reconnaissant la valeur du matérialisme historique, le militant reconnaît une certaine manière d'examiner le développement des faits pour rechercher le sens, la direction et les facteurs de ce développement, il explique son comportement qui consiste à agir compte tenu du sens de ce développement, il fonde son idéologie. En d'autres termes, le matérialisme historique éclaire et reflète l'activité pratique et théorique du révolutionnaire. Il est donc d'une importance énorme, dans les conséquences théoriques et pratiques, d'adhérer ou non au matérialisme historique. Reconnaître ou nier la lutte des classes et sa liaison avec les formes de production, considérer la réalisation du communisme libératoire comme conditionnée ou la considérer comme une simple question de volonté extérieure aux conditions objectives, conduit à des attitudes et à des jugements non seulement différents, mais opposés.

*

Il est possible de juger de la valeur du matérialisme historique d'après les thèses et activités de ceux qui s'en sont inspirés, bien que parfois leurs analyses aient été dissimulées sous les considérations sentimentales ou un langage empreint d'idéalisme (ceci est fréquent chez Bakounine dont les justes vues sur la réalisation de la liberté font souvent place à des pages d'un lyrisme puissant, et on retrouve ce phénomène même chez Marx). Ainsi, les thèses de Bakounine sur la Révolution et les paysans, sur la notion de défense nationale et de Révolution sociale, sur les rapports entre les masses et le parti révolutionnaire, n'ont fait que se vérifier davantage à chaque pas de l'Histoire.

Mais il est une confirmation plus éclatante encore de la valeur du matérialisme historique : c'est cette sorte de démonstration par l'absurde qui consiste à examiner à quel point l'éloignement ou le refus de ce matérialisme historique au profit de thèses révisionnistes, de retours à l'idéalisme, ou de chute dans un humanisme naïf.

Rappelons qu'un « marxiste » comme Bernstein, après avoir révisé et pratiquement renié la lutte des classes et ses fondements économiques, se laisse entraîner vers le plus plat réformisme.

Mais situons-nous dans le présent : ceux qui ont rejeté ou auxquels a manqué la boussole du matérialisme historique ont été ballottés par les événements, incapables d'en comprendre la trame, de suivre le lent cheminement de la lutte des classes pendant les périodes de recul ouvrier. L'échec de la Révolution espagnole, l'écrasement de la Révolution russe, l'impassé de juin 1936, la déception de la Libération, ils

ont imputé tout cela à l'impuissance de la classe ouvrière, perdant toute confiance en ses capacités, s'en remettant aux espoirs réformistes ou sombrant dans la désespérance. Pourquoi ?

Leur conception idéaliste ou volontariste de la Révolution leur interdit de voir l'importance des conditions objectives de la Révolution, l'importance du retard économique de la Russie ou de l'Espagne, l'isolement de leur expérience révolutionnaire dans ces pays. Leur conception « humaniste », négatrice des classes, leur interdit de voir les capacités et le rôle historique nécessaire de la classe ouvrière ; ils ne voient que les individus, et les faiblesses individuelles des hommes qui composent cette classe leur paraît expliquer les échecs et interdire tout espoir. Ils renoncent à toute action sociale réelle dans les événements tels qu'ils se présentent, en tombant dans l'individualisme ou l'éducationnisme ou les vœux (ne parlons même pas de tentatives) d'expériences limitées dans des communautés au sein du régime de classes. La se rejoignent sur l'essentiel, malgré des différences secondaires, Laval, Prudhommeaux, Boncompagni, Garcia Pradas. Toutes les mauvaises raisons affluant pour tenter d'étayer leur négativisme qu'ils parent du nom de réalisme en taxant les révolutionnaires que nous sommes de romantisme. Par exemple, ils nient la Révolution prolétarienne sous le prétexte de la diminution, en nombre, du prolétariat. On admet les statistiques qui oublient les travailleurs, manuels ou non, rétribués au mois. On n'a pas de conception solide du prolétariat que l'on définit parfois par le taux du salaire ou la qualité de manuel. On parle d'absence de démocratie, de violation de la « liberté » si un prolétariat minoritaire fait la Révolution : ainsi on tombe dans la définition légaliste, bourgeoise, libérale, de la liberté, oubliant que le prolétariat joue son rôle en représentant les intérêts fondamentaux de l'humanité, en dehors de toute arithmétique majoritaire. On explique ainsi pourquoi le prolétariat de Barcelone devait hésiter en juillet 1936, étant donné le grand nombre des membres des classes moyennes, représentées, par les partis de gauche et du centre : le prolétariat devait s'interdire de faire l'Histoire parce qu'il fallait tenir compte du nombre des épiciers ! Ou encore, on nie la Révolution sous le prétexte du développement de l'armement de l'Etat, omettant la paralysie des rouages de l'Etat par l'assaut général de la classe ouvrière.

Sur le plan de la lutte entre les deux blocs, les négateurs du matérialisme historique ont été incapables de voir

**ABONNEZ-VOUS
AU « LIBERTAIRE »**

Ce que sont et ce que veulent les communistes libertaires

DEPUIS que la Fédération Communiste Libertaire a su, après des discussions passionnées et plusieurs congrès, élaborer et définir avec précision la conception du Communisme libertaire et se dépouiller de tout un jargon de littérature, d'affirmations théoriques patriarcales et de réflexions aussi sentimentales que nébuleuses, il était devenu nécessaire, pour la propagande des militants, l'information du public et pour satisfaire le besoin de savoir, des sympathisants, qu'un résumé à la fois clair et complet soit rédigé et diffusé largement.

Ce travail une fois terminé a été édité sous la forme d'une plaquette de 32 pages d'une élégante présentation et d'un format commode. Elle contient les positions-clés de la conception communiste libertaire. C'est la déclaration d'un programme, d'un véritable manifeste des militants communistes libertaires français au prolétariat international au moment où le régime capitaliste en est arrivé à son point culminant de crise, au moment où le pourrissement de ce régime engendre le fascisme et où toutes les recettes de repliement et les solutions du pseudo-communisme stalinien ont fait faillite et se révèlent incapables d'apporter autre chose que la misère et l'esclavage.

Le sommaire de cet ouvrage en démontre toute l'importance :

- Le Communisme libertaire, doctrine sociale.
- Le problème du Programme.
- Rapport entre les masses et l'avant-garde révolutionnaire.
- Principes internes de l'organisation révolutionnaire du Parti.
- Le programme communiste libertaire.

Prochain numéro
du
libertaire
le
17 DÉCEMBRE 1953

- 1) Les aspects de la domination Le Capitalisme et l'Etat ;
- 2) Les caractères du Communisme libertaire ;
- 3) Le fait révolutionnaire : Le problème du Pouvoir et de l'Etat.

— La morale communiste libertaire.

Peut-on affirmer la justesse de l'analyse et de la solution des communistes libertaires d'après le succès de diffusion de la première édition du « Manifeste » ? Mille exemplaires ont été diffusés en un temps record. La deuxième édition que nous venons de mettre en vente paraît vouloir connaître le même succès que la première.

Que chaque militant, chaque lecteur fasse de cette brochure, en la diffusant largement dans tous les groupes et dans tous les milieux où nous pouvons avoir quelque influence, un des instruments du développement de notre organisation.

La Commission d'Édition

Le Manifeste du Communisme Libertaire : 70 francs, franco.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. LUSTRE, 145, quai de Valmy,
C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours
le numéro du journal de la semaine en cours.
Les prix indiqués sont compris franco

THEORIE ET DOCUMENTS

Le Manifeste du Communisme libertaire	G. Fontenis ... 70
La Révolution inconnue	Voline ... 520
Révolution sociale ou Dictature militaire	Bakounine ... 245
Histoire de la Commune	Lissagaray ... 645
Bakounine et le Panislavisme révolutionnaire	Hopner ... 645
Histoire des Bourses du Travail	Pelloutier ... 345
Principes fédératifs	Proudhon ... 230
150 ans de Pensée socialiste	P. Louis ... 330
La Commune de Marseille	A. Oliéri ... 345
Le Socialisme romantique	Owen ... 345
Histoire du Mouvement ouvrier (2 tomes)	Dolléans ... 970

la similitude profonde des deux formes du phénomène impérialiste et ils ont rejeté la notion de la lutte 3^e Front, au moins tel que nous la concevons, et généralement ils ont penché pour le bloc U.S.A., toujours en raison de leur conception « libérale », idéaliste, de la liberté.

Sur le plan de la lutte anticoloniale, leur « humanisme » consiste à voir partout « l'homme abstrait et à prêter aux peuples coloniaux les mêmes préoccupations qu'aux masses des pays économiquement développés, et ils s'interdisent ainsi toute compréhension, toute efficacité. La négation des différents niveaux de développement, de toute vue des faits replacés dans l'histoire les fait renvoyer dos à dos les peuples colonisés et les puissances coloniales, ou les conduit à mépriser les peuples qui ne les comprennent pas ou qui ne peuvent les comprendre. Ainsi, le « purisme » devient pratiquement le soutien des puissances d'oppression et de réaction.

Enfin, dans le domaine des réalités sociales générales, le communisme, la révolution sont niés au profit du « progrès » ou de l'évolution : en ce sens, pour un évolutionniste, le modèle, c'est la « démocratie » britannique, ou encore le gandhisme, la non-violence.

Gandhi aurait transformé les Indes ou préparé leur transformation. Tout au contraire, une analyse matérialiste historique nous montre que Gandhi n'a pas plus transformé l'Inde que le Christ n'a transformé le monde romain. C'est parce que des modifications matérielles ont permis ou favorisé des modifications religieuses culturelles que le christianisme ou le gandhisme se sont développés. Il y eut d'autres réformateurs que Jésus ou Gandhi et qui ne purent acquiescer à l'influence : ils étaient hors des nécessités du moment. Le christianisme correspondait à un certain degré d'évolution de l'Empire, comme le gandhisme était préparé par un état de crise de la domination britannique, le développement d'une bourgeoisie hindoue et de l'industrialisation du pays nécessitant le dépassement des castes. Le gandhisme a été une conséquence plus qu'une cause : il a été l'expression à un moment donné des besoins de l'Inde abordant l'ère capitaliste. D'une part il a contribué à faire disparaître certaines barrières de castes gênantes pour le développement économique du pays, d'autre part il a dévié le courant insurrectionnel antibritannique. Il a ainsi, sur deux plans, fait le travail de la bourgeoisie. Dépassé, aujourd'hui, son aspect de non-violence : l'Inde est de plus en plus militarisée et policière. Ce n'est qu'accessoirement que le gandhisme a pu contribuer à une transformation morale : encore n'était-ce que vers une nouvelle morale égalitaire, anticasiste, mieux adaptée à la structure d'un pays capitaliste moderne.

*

Ainsi, de démission en démission, de capitulation en capitulation, les hommes qui veulent apporter une contribution aux problèmes sociaux mais qui ont délaissé, repoussé ou ignoré le matérialisme historique, en sont donc venus à nier la lutte des classes, la Révolution, le Communisme, au profit des réformateurs religieux, replaçages partiels, des adaptations limitées du système capitaliste étatique, laissant loin derrière eux le vieux réformisme d'autrefois.

Les grèves d'août surgissent alors qu'ils nient la lutte des classes, et grâce à des groupes sociaux (postiers, cheminots, etc.) que leur analyse superficielle rangeait hors du prolétariat, les peuples coloniaux se soulèvent, les travailleurs passent à l'insurrection à Berlin-Est, confirmant la valeur de la lutte « 3^e front », les contradictions du capitalisme s'exacerbent, l'exploitation se renforce, la réaction s'étend là-même où ils croyaient voir le progrès aller à la rencontre de l'humanité.

Ainsi, la Révolution s'avance alors qu'ils s'obstinent à la nier.

L'Histoire se poursuit sans eux et ils ne peuvent plus que s'y heurter douloureusement sans plus jamais rien y comprendre.

G. FONTENIS.

Histoire de la Révolution russe (2 tomes)	Trotsky (1 ^{er} t.) 620
	(2 ^e t.) 820
Mémoires d'un révolutionnaire	V. Serge ... 645
Le Manifeste communiste	K. Marx ... 360
Misère de la Philosophie	— ... 360
L. Feuerbach : Sur le Matérialisme historique	Engels ... 295
L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat	— ... 280
Anti-Dühring (3 tomes)	— ... 640
(Œuvres philosophiques (9 tomes)	K. Marx ... 2620
Misère de la Philosophie	— ... 360
Correspondance	Marx-Engels ... 360
Jun 36	J. Danos ... 580
L'Allemagne contemporaine 1890-1918	E. Vermell ... 840
1918-1950	— ... 1000
Histoire économique et sociale des U. S. A.	Franck ... 525
Les expériences syndicales internationales	G. Lefranc ... 870
Les expériences syndicales en France de 1939 à 1950	— ... 540

ROMANS

En gagnant mon pain	M. Gorki ... 375
Ma vie d'enfant	— ... 345
Collin-Maillard	R. Neumann ... 510
L'enquête	— ... 360
L'enlèvement de la Paix	H. Poulaillé ... 270
Le pain quotidien	— ... 420
Les Dammés de la terre	— ... 420
Pain de soldat	— ... 480

Documents

La conception matérialiste de la liberté

Nous présentons ici les thèses identiques sur la liberté de deux théoriciens révolutionnaires qui furent des adversaires sur le plan politique mais tous deux attachés au « matérialisme historique ».

ENGELS

(Anti-Dühring, tome 1, chap. XI)

HEGEL fut le premier qui exposa exactement le rapport entre la liberté et la nécessité. Pour lui, la liberté consiste à comprendre la nécessité. « La nécessité n'est aveugle qu'autant qu'elle n'est pas comprise ». Ce n'est pas dans le rêve d'une action indépendante des lois de la nature que consiste la liberté, mais dans la connaissance de ces lois, et dans la possibilité ainsi donnée de les faire agir systématiquement en vue de fins déterminées. Cela est vrai aussi bien des lois du monde extérieur que de celles qui régissent l'existence corporelle et intellectuelle de l'homme — deux ordres de lois que nous pouvons séparer tout au plus dans la pensée, mais non dans la réalité. La liberté de la volonté n'est donc pas autre chose que la capacité de se décider en connaissance de cause. Il en résulte que, plus libre est le jugement d'un homme concernant une question déterminée, plus grande est la nécessité qui détermine le teneur de ce jugement ; tandis que l'ignorance fondée sur l'ignorance, l'incertitude qui semble faire un choix arbitraire entre un grand nombre de décisions possibles, diverses et contradictoires, prouve par là même qu'elle n'est pas libre, qu'elle est dominée par l'objet même qu'elle devrait dominer.

La liberté consiste donc en cette souveraineté sur nous-mêmes et sur le monde extérieur, fondée sur la connaissance des lois nécessaires de la nature : elle est ainsi nécessairement un produit de l'évolution historique. Les premiers hommes qui se différencient du règne animal étaient en tout point essentiels aussi peu libres que les animaux mêmes ; mais tout progrès dans la civilisation fut un pas vers la liberté. Au seuil de l'histoire humaine et la découverte de la transformation du mouvement mécanique en chaleur, la production du feu par frottement ; au terme de toute l'évolution antérieure au moment actuel est la découverte de la transformation de la chaleur en mouvement mécanique : la machine à vapeur. Et malgré la gigantesque révolution libératrice que la machine à vapeur accomplit dans le monde social (cette révolution n'est pas encore à moitié terminée) il est pourtant indubitable que la découverte du feu par frottement la surpasse encore en action libératrice exercée sur le monde. Car elle donna pour la première fois à l'homme la domination sur une force de la nature et par là la sépara définitivement du règne animal.

La machine à vapeur ne fera jamais faire à l'humanité un bond aussi puissant. Quelque valeur qu'elle ait à nos yeux comme représentant tout ce qui se rattache à elle d'immenses forces productives, dont seul le second rend possible un état social où il n'y aurait plus de distinctions de classes, de soucis pour les moyens d'existence individuels, où il pourra être parlé pour la première fois de liberté humaine véritable et d'une vie en harmonie avec les lois connues de la nature. Mais combien est jeune encore l'histoire tout entière de l'humanité et combien il serait ridicule de vouloir attribuer une valeur absolue quelconque à nos conceptions d'aujourd'hui. Cela ressort même à tout l'histoire jusqu'à ce point de la période allant de la découverte pratique de la transformation du mouvement mécanique en chaleur à celle de la transformation de la chaleur du mouvement mécanique.



MORVAN LEBESQUE

s'en va-t'en guerre

J'AIME bien le « Canard Enchaîné » : nous avons tous nos petites faiblesses. J'aime bien les chroniques de Morvan Lebesque. Il y a quelques mois la P. la Police tenta de le faire passer pour un individu douteux. Il y avait un « dossier » !

Je pense que c'est un des meilleurs brevets d'honnêteté qu'un journaliste puisse recevoir. Je le dis sans aucune ironie.

Ce n'est pas seulement pour cela que j'aime Morvan Lebesque. Chaque ligne de ses chroniques du « Canard » étale avec l'honnêteté, le talent et le « bon cœur » de son auteur.

Morvan Lebesque est certainement un très brave homme (1).

Ce très brave homme vient d'écrire deux grosses conneries dans le dernier numéro du « Canard », des conneries dangereuses.

« Dans ce monde infantile et catatrophique qui a cent mille ans d'âge et cinq ans de réaction, j'aimerais savoir qu'il puisse avoir des mobites pour se battre ou, plutôt, pour se défendre. J'admets qu'un groupe humain se rebelle contre tout autre groupe qui prétend l'asservir. J'admets le combat lucide contre toute volonté de sujétion ou d'obscurantisme. Ce que je ne puis admettre, en revanche, c'est que cette effroyable nécessité physique accidentelle revête les prestiges d'une sélection morale et devienne peu à peu ce qu'elle est devenue de nos jours, un test, une preuve... »

Le « Canard » décroche-t-il ses collaborateurs du bec des diogenes ? Ou bien Morvan Lebesque est-il retombé en enfance pour qu'il estime nécessaire de prendre part aux discussions d'un petit monde de cinq ans ?

Et s'il conçoit parfaitement qu'« un groupe humain se rebelle contre un autre qui prétend l'asservir », que ce groupe combatte « contre toute volonté de sujétion ou d'obscurantisme », qui ne le concevrait présenté de cette façon ?

Pas nous, certes, car Lebesque nous donne là une presque bonne définition

de la Révolution — avec une majuscule, de la révolution sociale.

Certes, ce n'est pas un pousse-crime que Lebesque, mais pour justifier la guerre, pour justifier son acceptation de brave homme, il transforme en une sorte de croisade socialiste la guerre capitaliste, la guerre bien salubre, la guerre que, sans vouloir faire allusion particulièrement à celle de 1940, on peut qualifier de bien courante.

La guerre devant laquelle l'homme normal ne ressent, Monsieur Lebesque, qu'une seule « nécessité physique » : foutre le camp.

Où, foutre le camp dans un pays où si on interdit aux enfants de jouer avec les portières, on ne les laisse pas non plus tripoter les bombes H. Dans un pays où, s'il faut se battre, ce sera contre l'asservissement et l'obscurantisme — comme dans la Russie de Léonine en 1918, l'Ukraine de Makno en 1920, l'Espagne de Durutti en 1936.

Où à défaut d'un peuple adulte, dans un pays qui ne soit pas encore prêt à « se défendre ».

Parce que les guerres capitalistes sont toujours des guerres de défense : de défense contre l'asphyxie économique provoquée par le voisin qui tient les marchés ;

— de défense contre le voisin menacé d'asphyxie économique ;

— de défense contre les U.S.A. que guette une nouvelle crise et qui préparent une guerre de défense contre l'U.R.S.S. qui prépare une guerre de défense contre les U.S.A. qui préparent une guerre de défense contre l'U.R.S.S. qui...

Ce sont ces guerres — de défense — que Morvan Lebesque veut justifier.

Et le danger c'est que, à part les pacifistes 100 % garantis pure laine de mouton et qualifiés de ce fait de béant, les militants d'extrême gauche et quelques autres grandes personnes, le danger c'est que les lecteurs n'aient pas rectifié d'eux-mêmes.

A cinq ans...

* M. Lebesque écrit plus loin :

« Je ne crois pas que les hommes se valent. Je ne crois pas à l'égalitarisme cette foutaise. »

Moi non plus je ne crois pas que les hommes se valent ni physiquement, ni moralement, ni intellectuellement. Il est bien évident qu'on ne peut comparer Caméra à Pierral, Staline au Dr Schweitzer, Bénazet à Einstein.

Dans une société « égalitaire » comme je la conçois, on confierait une pioche à Caméra, un rôle à Pierral, on laisserait Staline où il est, Schweitzer se verrait attribuer toutes les tâches possibles — mais pas de goudi — Bénazet des harnais et Einstein des laboratoires. La tranche de beef de chacun — ne parlons pas du picotin de Bénazet — ne serait pas, par contre, proportionnée à l'importance de leur fonction dans une société bourgeoise mais à leurs besoins. Cela ne veut pas dire qu'un chirurgien aux nerfs précis aurait le même train de vie

BAKOUNINE

(Œuvres, tome 3, p. 244 et suivantes)

AINSI expliqués et compris, l'esprit de l'homme et sa volonté ne se présentent plus comme des puissances absolument autonomes, indépendantes du monde matériel et capables, en créant, l'un des pensées, l'autre des actes spontanés, de rompre l'enchaînement fatal des effets et des causes qui constituent la solidarité universelle des mondes. L'un et l'autre apparaissent au contraire comme des forces dont l'indépendance est excessivement relative, parce que, tout aussi bien que la force musculaire de l'homme, ces forces ou ces capacités nerveuses se forment dans chaque individu par un concours de circonstances, d'influences et d'actions extérieures, matérielles et sociales, absolument indépendantes et de sa pensée et de sa volonté. Et tout aussi bien que nous devons rejeter la possibilité de ce que les métaphysiciens nomment les idées spontanées, nous devons rejeter aussi les actes spontanés de la volonté, le libre arbitre et la responsabilité morale de l'homme, dans le sens théologique, métaphysique et juridique de ce mot.

Chaque homme à sa naissance et pendant toute la durée de son développement, de sa vie, n'étant autre chose que la résultante d'une quantité innombrable d'actions, de circonstances, et de conditions innombrables, matérielles et sociales, qui continuent de le produire tant qu'il vit, d'où lui viendrait, à lui, chaînon passager et à peine perceptible, de l'enchaînement universel de tous les êtres passés, présents et à venir, la puissance de rompre par un acte volontaire cette éternelle et omnipotente solidarité, le seul être universel et absolu qui existe réellement, mais qu'aucune imagination humaine ne saurait embrasser ? Reconnaissons donc, une fois pour toutes, que vis-à-vis de cette universelle nature, notre mère, qui nous forme, nous élève, nous nourrit, nous enveloppe, nous pénètre jusqu'à dans la moelle de nos os et jusqu'à dans les intimes profondeurs de notre être intellectuel et moral et qui finit toujours par nous étouffer dans son embrasement maternel, il n'est, pour eux, ni d'indépendance, ni de révolte possible.

Il est vrai que, par la connaissance et par l'application réfléchie des lois de la nature, l'homme s'émancipe graduellement, mais non de ce joug universel que portent avec lui tous les êtres vivants et toutes les choses qui existent, qui se produisent et qui disparaissent dans le monde : il se délivre seulement de la pression brutale qu'exerce sur lui son monde extérieur, matériel et social, y compris toutes les choses et tous les hommes qui l'environnent. Il domine les choses par la science et par le travail ; quant au joug arbitraire des hommes, il le renverse par les révolutions. Tel est donc l'unique sens rationnel de ce mot liberté : c'est la domination sur les choses extérieures, fondée sur l'observation respectueuse des lois de la nature ; c'est l'indépendance vis-à-vis des prétentions et des actes despotiques des hommes ; c'est la science, le travail, la révolte politique, c'est enfin l'organisation à la fois réfléchie et libre du milieu social, conformément aux lois naturelles qui sont inhérentes à toute humaine société. La première et la dernière condition de cette liberté restent donc toujours la soumission la plus absolue à l'omnipotence de la nature, notre mère, et l'observation, l'application la plus rigoureuse de ses lois.

qu'un quelconque technicien, journaliste ou terrassier. A quoi bon donner ici quelques exemples obligatoirement simplifiés. Il est tellement facile de donner un sens péjoratif et simpliste à certains mots et comme toutes les théories socialistes sont, après tout, « égalitaristes », Morvan Lebesque lui-même, qui n'est pas de ceux qui ne se permettent pas de se livrer à l'espèce d'ad hoc.

Un de ces indécorables réformateurs à la petite semaine qui bricolent la société comme d'autres ratapant un vieux meuble branlant à l'aide de papier collant et de fil de fer.

Si M. Lebesque a des petites manies à satisfaire, qu'il s'abonne au « Petit Bricoleur », adhère au M.R.P. et consacre ses loisirs à rafistoler ses vieilles chaises, sa cheminée branlante, ses murs fissurés, mais, de grâce, qu'il ne traite pas l'urbanisme de foutaise et qu'il ne se mette pas dans les pieds des maçons.

Beaucoup de gens sont allergiques, à l'idée d'égalité. Une masse d'imbéciles et quelques autres qui se prennent pour des grands hommes de plus de cinq ans.

Et qui ne sont que de grands enfants.

R. CAVAN.

(1) Je prends mes précautions : je me suis fait copieusement engueuler par plusieurs camarades à la suite de mon article sur Fallet du « Canard » et je serais désolé, non pas de me faire engueuler à nouveau, mais que les lecteurs puissent penser que je mets dans le même panier un Fallet ou un Lebesque et un Bénazet par exemple.

Ce qu'écrit un Bénazet ne peut toucher qu'un public d'imbéciles. Alors qu'il est très dangereux de laisser les gens qui pensent bien se vautrer dans les préjugés des bien-penseurs.

Pour le soutien du « LIB »

SOUSCRIVEZ

Walbrat ... 150	Guy ... 900
Guitton ... 100	Goux ... 500
Tissier ... 400	Jung ... 405
Brigatto ... 100	Berthet ... 200
Robert ... 100	Ruyère ... 250
St-Germain ... 1.000	Astaldi ... 200
Narbonne ... 2.040	Girardot ... 250
Parti-19 ... 2.100	Jean ... 330
Caudrelier ... 100	Combe ... 145
X... ... 1.000	Cassagne ... 100
Camarade ... 150	Morales ... 100
X... ... 310	Melnez ... 100
Jo P.M. ... 500	Deschamps Paul ... 200
X... ... 100	Otté ... 1.025
Garcia ... 200	Ch... ... 100
Consuelo ... 40	Martin ... 225
Louis ... 250	Parla ... 450
Izambard ... 100	Manuel ... 100
Bourgeois ... 200	Garnier ... 250
Ober ... 500	Barthez ... 100
Rossi ... 100	Peyrand ... 100
Coralle ... 100	Millet ... 1.000
Boyer ... 335	Robit ... 1.000
Parent ... 170	Michel ... 400
Sanchez ... 200	Leb... ... 300
Berger ... 1.000	Meur... ... 250
Est ... 1.000	Novero ... 125
Vaugrand ... 100	Claude ... 250
Italie ... 100	Chaumaul ... 495
Darius ... 100	Sauz ... 100
X... ... 80	Rabouille ... 100
Jean ... 250	Paul ... 100
Dénatiss ... 100	Peupion ... 100
Duclaux ... 445	Manuel ... 100
Gastrique ... 250	Decote ... 615
Théron ... 500	

Pour le communisme
libertaire
SOUSCRIVEZ !

Un danger de chômage massif menace les travailleurs

UNE extension du chômage, phénomène permanent du régime économique capitaliste, s'annonce. Des faits particulièrement significatifs permettent d'en prédire un intense développement. La métallurgie lourde, l'industrie automobile connaissent des licenciements massifs, des faillites constantes. Les mines réduisent considérablement les jours de travail. Les fabriques d'armes elles-mêmes sont touchées (!) et mettent à pied des ouvriers. Le danger du chômage plane par conséquent sur tous les domaines de l'industrie et de la production en général.

Les milieux officiels cachent à peine cette crise. L'inquiétude perce partout à travers déclarations, discours et rapports. Une note du ministère du Travail est particulièrement expressive: « Le mois de septembre a été marqué par des licenciements qui n'ont pas été, à beaucoup près, compensés par des embauchages. » Un certain nombre de patrons et de profiteurs étudient le problème et cherchent les moyens de parer à cette menace.

Comment expliquer ce danger d'un chômage massif, cette brusque croissance du nombre des travailleurs licenciés ?

Quelques personnalités politiques et officielles ont donné une réponse simpliste : Il faut chercher la raison des récents licenciements uniquement dans des difficultés passagères et d'une importance extrêmement limitée. Ainsi, en ce qui concerne les manufactures d'armes c'est la cessation des hostilités en Corée.

Des économistes plus sérieux et plus objectifs et qui ne sont pas aussi optimistes, voient le problème sous un tout autre jour. Ils considèrent le chômage, comme un résultat du marasme que connaît actuellement l'économie française. L'origine de ce dernier réside seulement d'après ces messieurs dans le pouvoir d'achat trop faible des masses — donc consommation insuffisante — et aussi dans l'égoïsme étroit des patrons qui, selon eux, est souvent trop poussé (!). D'autre part, les méthodes employées dans le domaine économique, le gâchis inexplicable, les négligences impardonnables ont une grande part des responsabilités.

Mais les journalistes bourgeois s'arrêtent à cette conclusion superficielle qu'ils ne pourraient dépasser à moins de se contredire et de se déjuger. La cause réelle est bien sûr la crise économique. Mais cette crise n'est pas seulement celle que connaît pour le moment l'économie française mais la crise éternelle du régime capitaliste dans tous les pays. Elle est liée étroitement à ce mode de production et son intensité atteindra finalement un tel point que son dénouement sonnera le

glas du capitalisme. En face de la surproduction des débouchés et les marchés sont de plus en plus insuffisants, le problème de la consommation se pose constamment et avec de plus en plus d'ambiguïté. Pour éviter la ruine les capitalistes font usage d'expédients. Les travailleurs sont évidemment les premières victimes et sont impitoyablement sacrifiés. La diminution de leur pouvoir d'achat est parfois extrêmement importante et une grande partie d'entre eux sont privés de travail. Le chômage résulte donc obligatoirement et nécessairement, non de mauvaises méthodes économiques ou de spéculations mais de l'essence même du régime capitaliste.

Que nous offrent nos économistes bourgeois comme remèdes à cette menace de chômage. Le « Centre des Jeunes Patrons » expose toute une série de mesures : Reclassement, réductions des bénéfices, ouverture de nouveaux travaux, application de plans de modernisation — par conséquent possibilité d'utilisation de la main-d'œuvre inemployée. Ces solutions ont été maintes et maintes fois proposées et appliquées, et il est inutile de s'étendre sur leur vanité et leur inefficacité notoire.

D'ailleurs, étant donné la situation actuelle on ne pourrait même pas se servir de ces pis aller. L'attitude des gouvernants, certaines déclarations relatives au reclassement — aucune possibilité de reclassement pendant

plusieurs années — sont en cela significatives.

Dans les cadres économiques présents aucune solution au chômage n'est possible. Des centaines de mille d'ouvriers vont bientôt se trouver dans la misère, dépourvus de toute ressource. Quant à ceux que les exploités gardent ils devront accepter des salaires de famine et d'épuisantes journées de travail. Ils devront satisfaire toutes les exigences du patron sous peine de se voir éliminer et remplacer par leurs camarades innocents. Cette plaie qui touche constamment le monde du travail, qui menace de nouveau terriblement, n'est qu'un effet du

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

mode actuel de production et d'échange. Or la conséquence d'une cause ne peut disparaître que par la destruction de la cause qui l'engendre. La suppression du chômage ne peut être effective qu'avec la fin de l'économie capitaliste. Seuls les prolétaires en s'emparant des moyens de production et en les gérant eux-mêmes, c'est-à-dire en faisant la Révolution prolétarienne, peuvent écarter le spectre du chômage et se libérer définitivement de ce cauchemar.

J. BONNEUIL.

UNE REVENDICATION OUVRIÈRE DE PREMIER ORDRE : Compression de la hiérarchie

LA nouvelle fixation du minimum vital ne saurait tarder. Malgré la baisse Laniel les ventes court-circuit la pululation des margouillins sous portées cochères « Tout à 100 fr. » et la docilité exemplaire de la grande presse la vie ne baisse pas et les ménagères voient chaque semaine leur sac de provisions s'alléger en rentrant du marché.

Notons en passant qu'un grand journal financier économique et politique, comme il se doit avec la présence, déjà ancienne, de M. Pierre Gaxotte, nouvel académicien royaliste et grand défenseur de l'Eglise et de l'Etat, ne publie plus régulièrement depuis le lancement de la baisse Laniel, la mercuriale des prix des denrées

haut lieu. Pour les directions syndicales, on espère à présent les 23.000 francs soit 15% d'augmentation sur celui fixé en septembre 1951. Et déjà la plupart des directions confédérées et fédérales ont enfourché ce nouveau cheval de bataille : 15 % d'augmentation pour tous les salaires.

15 % d'augmentation salués avec enthousiasme par tous les hauts salariés. Pensez donc, quelle bonne aubaine ! Pas besoin de nous battre, pas de vaines discussions, pas de pourparlers, ce sont les ouvriers qui vont se battre pour nous.

Ces cadres, ils sont presque à regretter d'avoir formé une confédération bien à eux, les plus malins ayant leur section propre dans chaque centrale ouvrière et ne se trouvent nullement incommodes que la centrale soit stalinienne, chrétienne ou américaine.

Les « mensuels » de 50 à 100.000 francs et plus ont tous le sourire. Une petite douceur, cette augmentation de 7.500 à 15.000, en comparaison de ces pauvres 3.000 francs accordés au « minimum vital ». L'échelle sociale s'amplifie, se développe, s'élargit, au profit des technocrates.

Et tout cela ne peut s'acquiescer qu'avec la complicité des leaders syndicaux des centrales ouvrières.

Nous ne cessons jamais de répéter que l'augmentation des salaires effectuée au pourcentage uniforme de 5, 10, 15 ou 20 % pour tous les salariés est une aggravation de la hiérarchie. Loin de restreindre, de diminuer progressivement l'éventail des salaires, l'augmentation préconisée l'enfle, l'ouvre démesurément.

Nous affirmons que les leaders responsables syndicaux commettent une double trahison :

1° Vis-à-vis du principe syndicaliste qui tend à la suppression du salariat, c'est-à-dire à l'égalité économique de tous les travailleurs qui n'est nullement un nivellement par la base ;

2° Vis-à-vis de la classe ouvrière en général et pour leurs adhérents en particulier, en créant en leur sein les germes de division et une hiérarchie de capacité tout à fait factice, favorisant ainsi le maintien du système capitaliste qui ne peut vivre qu'en créant de toutes pièces des inégalités sociales parmi le prolétariat.

Il ne fait donc pas de doute que les leaders des centrales syndicales ouvrières sont confortablement installés dans les fauteuils que met à leur disposition le régime capitaliste.

Ne leur parlez pas surtout de Révolution sociale : ces mots les effraient. Naguère, ils étaient fiers d'en parler, mais en arrivistes conscients, c'était la gourme de leur jeunesse, et malheur à celui qui n'a pas trahi, il le voue aux enfers.

Ainsi, nous devons continuer le combat, nous devons davantage accentuer notre lutte contre tout ce qui désagrège l'unité ouvrière et la hiérarchisation des salaires en est le virus le plus mortel.

Nous ne cessons de répéter : Pas d'augmentations hiérarchisées, mais dans l'état actuel des choses, prime uniforme d'augmentation pour tous les salariés, quel que soit leur classement dans la hiérarchie des valeurs, celle-ci étant très souvent arbitraire dans les usines, ateliers ou bureaux.

Nous faisons donc appel aux ouvriers pour qu'ils imposent dans leurs syndicats le respect de ce principe du syndicalisme : l'égalité économique, et qu'ils mandatement leurs responsables pour refuser toute augmentation hiérarchisée.

Ils ne feront que suivre l'exemple des postiers en grève en août dernier qui avaient repris à leur compte — bien qu'ils se défendissent à l'époque de faire de la « politique » — le mot d'ordre de notre Fédération : PRIME UNIFORME D'Augmentation : 10.000 francs.

René GERARD.

FÉDÉRATION DU LIVRE

Plus que jamais : UNITE !

C'EST sous ce titre que René Michéau fait paraître un article dans « L'Imprimerie française » consacré à la vie de la vieille Fédération du Livre et à son unité presque intacte.

Très sincèrement c'est vrai, l'unité — en gros — de la Fédération du Livre n'a pu être mise à mal, ni par la C.F.T.C., ni par les scissionnistes de F.O., ni les hyluberlus du Syndicat autonome, syndicat qui a duré à peine le temps que durent les roses et a bien vite rejoint ce qui était sa raison d'être, le clan américain du syndicaliste Irving Brown, la centrale jaune F.O.

Si René Michéau, honnêtement, constate un léger abaissement des effectifs de la Fédération du Livre — la moins atteinte de toutes les Fédérations de la C.G.T. — il oublie un peu trop facilement toute l'abnégation de ses militants syndicalistes composant la vieille Fédération.

L'Unité implique, avant toute autre chose, chez le militant, le désir de vaincre un patronat de combat, donc, elle conditionne, sinon une unité de vues totale, une majorité en faveur de tel combat, de telle revendication. La minorité se réservant au sein des réunions, des assemblées générales la libre discussion de ses points de vue.

Ce n'est pas parce qu'il y a désaccord momentané sur une question précise que le minoritaire met l'Unité en danger. Mais à partir de l'instant où la majorité empêche l'expression libre, dans le cadre des statuts, d'un minoritaire, un coup mortel est porté à l'Unité.

Nous nous souvenons d'une anecdote située fin octobre 1951 après la signature d'un protocole entre le Syndicat de la Presse Parisienne et le Comité Intersyndical du Livre dont le cinquième alinéa renfermait ce qui suit :

Le Comité Intersyndical s'engage formellement à faire reprendre immédiatement le travail normal dans toutes les entreprises et s'engage formellement à empêcher le retour d'actions isolées dans les ateliers, sous quelque forme que ce soit.

Nous nous étonnons fort que « nos » dirigeants aient pu signer pareil protocole qui était l'abandon pur et simple de l'action de la grève et nous en fines part aux responsables de notre section technique dans une réunion d'entreprise. La réaction fut désarmante et textuelle : « Est-ce que mon camarade tu appartiens à la C.G.T. ? »

Ce simple petit fait, si anodin qu'il puisse paraître à certains, montre toute la vanité de l'Unité pour l'Unité.

Il démontre, ce qui est plus grave, le fossé existant entre la base et le sommet, le manque de contact entre les mandants et les mandataires, l'absence totale de discussion au sein des organismes syndicaux sur des problèmes capitaux et l'isolement forcé des différentes sections techniques du syndicat du livre parisien et des syndicats de province, ce à quoi s'alarme également René Michéau, avec justesse.

Robert JOULIN.

Dans la Presse Ouvrière

Syndicalisme du 18-11, organe C.F.T.C., est en proie à de douloureuses inquiétudes...

« L'incompréhension des Pouvoirs publics et du patronat amènera quelque jour, comme ce fut le cas dans le passé, un mouvement populaire d'envergure... »

On va-t-on ?
« Les censeurs ont beau déplorer que l'on procède avec trop de hâte ; ils n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes si des mesures brutales interviennent sans tenir compte de leurs intérêts, même les plus légitimes, et sans ménager des transitions souvent indispensables. »

Les sphères dirigeantes bureaucratiques s'effraient devant le flot grandissant, montant, de la colère des travailleurs. Et C.F.T.C. voit d'un sale œil l'attention extérieure portée aux réactions, aux courants qui se dessinent chez les militants de base (groupe Reconstruction, attitude générale hostile et grandissante vis-à-vis des dirigeants et du M.R.P.).

Nous ne pouvons accepter que des hommes extérieurs à notre mouvement viennent s'immiscer dans ses affaires.

Travail et Liberté, organe des Indépendants du 28-11, tonne contre « un syndicalisme politique » qui gagne peu à peu du terrain ; le prétexte en est

un certain Berné qui dans le Monde du 20-11, au sujet de « Pour un syndicalisme politique », écrit :

« Le syndicalisme ne peut se contenter de réclamer un certain nombre de réformes sans s'interroger sur leurs conditions de possibilités, tant économiques que politiques, et seule une victoire politique permet un progrès social décisif, comme on l'a vu au temps du Front Populaire (qui a été de bout en bout réformiste et nullement révolutionnaire). »

Et encore :

« On ne reprochera pas à la C.G.T. de faire de la politique, mais de faire de la mauvaise politique. »

La s'arrête des arguments qui paraissent, quoique naïvement excessifs, intéressants. Berné proposant la grande entente des partis avec les partis, les syndicats avec les partis ! Seul un parti révolutionnaire tirant les ficelles d'une Confédération Syndicale pourrait, pour l'heure, avoir une action favorable dans l'action ouvrière syndicaliste.

Force Ouvrière affiche une peur verte à l'idée de l'unité d'action de la classe ouvrière, se réalisant inexorablement ; la clique Bothureau baissant dans l'antislavisme sordide condamne les comités d'action en général, sous prétexte que Léon Mauvais, C.G.T., déclara :

« Et faites tout ce qu'il faut pour prendre la tête de ces comités. »

Quels mots d'ordre, perspectives, suggère F.O. aux travailleurs ? Le Bourre : « Nous sommes les animateurs de l'avenir et c'est pourquoi nous optons pour l'Europe. »

Les socialistes renient une fois de plus la classe ouvrière et rivalisent d'ardeur avec le vieux vermouth Cachin, partisan de l'union sacrée en 1914, aujourd'hui la main dans la main avec les gaullistes fascistes !

L'Alliance Ouvrière, organe syndicaliste mensuel, dans « Ne vous laissez pas tromper par la C.G.T. », en prenant fausement Léonine à témoin, qui écrivait dans « La Maladie infantile du communisme » :

« Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, celer parfois la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndi-

cats, d'y rester, d'y accomplir, malgré tout, la tâche communiste. »

Eh bien, nous ne faisons qu'un seul reproche aux dirigeants de la C.G.T., c'est de ne point accomplir la tâche communiste !

La Vie Ouvrière de la C.G.T., du 30-11, au sujet de Frachon arrêté, un certain Monmousseau s'excite :

Benoît c'est l'homme de la classe ouvrière, un homme du peuple, un grand Français.

Benoît c'est le vainqueur du Comité des Forges en 1936 dans le Caminet Blum ; il avait derrière lui les centaines de milliers de grévistes de la métallurgie.

Benoît fut, avec Jacques Duclos, dans la clandestinité, le pilote ferme et clairvoyant de la Résistance, et l'organisateur de l'insurrection nationale au sein de la classe ouvrière contre les nazis et la bande pétainiste en 1944.

Monmousseau, c'est pas sérieux ! La brosse à reluire ça t'connait trop. Le Peuple du 15-11 pose le problème du renforcement de la C.G.T. Que dit Molin ?

« Tous les travailleurs ont leur place dans la C.G.T. Nous devons développer la démocratie prolétarienne, dans les organisations, non pas seulement en ce qui concerne les élections aux organisations de direction, mais dans les mots d'ordre revendicatifs et d'action. »

Ouf, enfin nous allons retrouver des Congrès, avec des délégués réellement mandatés par la base, avec libre discussion au préalable dans l'ensemble des sections syndicales ! La V.O. et le Peuple vont présenter un autre contenu, ouvrier et combattif ; la base va nommer ses représentants nationaux...

Mais tu te rends et t'expliques ; t'est décevant, Molin, car c'est pour « une grande campagne pour le placement des cartes 1954 » !

Eh bien oui, on la reprendra quand même la carte C.G.T., à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester, d'y accomplir malgré tout la tâche communiste.

Les communistes libertaires ont un élément moteur en leur faveur ; dans leur lutte révolutionnaire, ils vont à la masse, et la C.G.T. est bien redoutable, le récepteur du gros des forces ouvrières.

MULOT MICHEL.

Des chiffres qui parlent

L'HONORABLE M. VILLIER, représentant de la Chambre patronale affirmait aux dernières « Conventions collectives » que la classe dirigeante réalisait de moins en moins de bénéfice et incriminait l'état de chose aux salaires trop élevés et aux charges de l'Etat, trop lourdes, et envisageait de fermer ses usines.

Mais le prolétariat n'écouterait plus les jérémiades absurdes de M. Villier. Nous allons éclaircir certains faits :

Premier cas. — Le trust Bouscass réalisait en 1953 cinq milliards de bénéfices dans ses usines et 3 milliards 300 millions sur les champs de courses, au total 8 milliards 300 millions par an (bénéfice avoué). Or l'année 1953 l'ensemble des travailleurs qu'il emploie — 30.000 personnes — ont touché environ 7 milliards de salaires (soit 22.000 francs chacun en moyenne par mois). Car M. Bouscass emploie beaucoup de jeunes de moins de 18 ans à des salaires de 50 à 60 fr. de l'heure ! M. Bouscass a plus à lui seul que ses 30.000 ouvriers.

En août 1938, un ouvrier ajusteur P1 gagne 11 fr. de l'heure.

En août 1953, un ouvrier ajusteur P1 gagne 184 fr. de l'heure, donc le salaire de cet ouvrier n'a augmenté que de 16 fois 1/2, mais, en outre, les bénéfices de la Société Citroën sont passés de 13 millions 700.000 en 1938 à 756 millions en 1952, soit environ 54 fois plus (bénéfice avoué). Mais, hélas, ce n'est pas tout, depuis 1947 la réaction fait du très bon travail, les salaires des ouvriers par rapport à 1947 ne sont qu'au coefficient 3,10 alors que la vie a augmenté depuis septembre 1951 de 25 %.

De son côté, la classe patronale atteint des bénéfices à des coefficients 11 fois ce qu'ils étaient en 1947.

Et même certaines entreprises vont plus loin.

19,45 pour les grands moulins et sucreries.

13,90 pour les entreprises travaux publics.

15,60 pour le matériel électrique, radio.

21,60 pour le secteur chimie, électrochimie.

27 pour l'automobile et le cycle.

Mais devant ces faits révoltants, le grand patron Laniel craint que l'augmentation des salaires déséquilibre l'économie de la Nation et, en plus, pour défendre les privilèges de la classe do-

minante, le Gouvernement entretient un budget militaire (guerre d'Indochine) qui revient environ de 35 à 45.000 fr. par an à chaque Français qu'il paye en taxe : 15 fr. sur le litre de vin ; 125 fr. sur 1 kg de bifeck ; 130 fr. sur 1 kg de chocolat, etc... Et, pour finir, le Gouvernement écrase d'impôts la classe patronale (loi Laniel, dégrèvement d'impôts pour les hauts revenus).

Alors, Monsieur Villier, avez-vous fini de raconter vos bobards honteux et finissez de prendre les ouvriers pour des imbéciles.

J.-C. GARAY.

III. — Crise économique, chômage, bas salaires, guerre :

Cadeaux centenaires du système capitaliste

DANS notre première étude sur le capitalisme (« Lib » du 5 nov.) nous n'avions pas considéré l'Etat comme un facteur de la réalisation de la plus-value capitaliste.

En effet, lorsque l'Etat prélève les impôts, il prélève ses ressources sur le pouvoir d'achat général, que ce soit celui des ouvriers, des capitalistes ou des secteurs non capitalistes (paysans, artisans, etc...). Si il se contente de payer ses agents avec ce revenu il n'a pas réalisé une parcelle de plus de la plus-value destinée à l'accumulation que celle qui aurait été normalement réalisée. Il a seulement transmis une partie du pouvoir d'achat général à ses fonctionnaires. Donc ouvriers, capitalistes, paysans ont en définitive consommé en moins ce qu'ont consommé les fonctionnaires.

Bien entendu les capitalistes peuvent échanger entre eux une partie plus grande de la plus-value. Mais alors la plus-value destinée à l'accumulation sera réduite d'autant, puis que l'accumulation consiste précisément en ce qu'au lieu de consommer eux-mêmes toute la plus-value, ils en affectent une partie à produire des marchandises destinées à autrui.

L'impôt servant à payer les fonctionnaires ne pourra donc qu'en définitive provoquer une augmentation de la plus-value consommable par les capitalistes eux-mêmes mais ne réalisera pas une miette de la plus-value destinée à l'accumulation. C'est cette

dernière réalisation qui, lorsqu'elle devient impossible (manque de débouchés) provoque des crises économiques.

*

Mais tout est transformé lorsque l'Etat utilise les ressources de l'impôt à l'achat de la production de matériel de guerre.

La production de guerre est dotée des propriétés suivantes : c'est qu'elle n'est ni un moyen de production, ni un moyen de consommation mais un produit absolument inutile, qui n'est par conséquent dotée d'aucune valeur d'échange ; elle est seulement utile à faire la guerre. Le produit en soi n'a donc aucune espèce d'importance et seulement le processus de la production et de la réalisation du matériel de guerre nous intéresse.

Etant un produit inutile pour la vie normale de la société, le produit destiné à la guerre ne trouvera bien entendu aucun acheteur individuel. Seul l'Etat, qui dirige et prépare matériellement les guerres va acheter la production de guerre. Seul aussi il peut s'approprier les capitaux nécessaires à son achat et c'est cet aspect qui est l'essentiel.

*

L'Etat ayant besoin de ressources accrues pour ses stocks d'engins de guerre ou de stocks consommables, les impôts augmentent, ainsi que les taxes de toutes natures. Et chacun sait que les salaires sont loin de s'élever dans la même mesure que les

prix. De même, dans le secteur des produits agricoles, les prix à la production sont écrasés de plus en plus au profit des impôts multiples accumulés à chaque intermédiaire. Il résulte de ceci qu'une partie de plus en plus grande du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et des producteurs agricoles est transférée à l'Etat qui s'en sert pour acheter du matériel de guerre.

Puisqu'il achète la totalité de la production de guerre, il est évident qu'il réalise l'ensemble de la production de guerre, donc aussi la plus-value destinée à l'accumulation, contenue dans cette production. Il n'a fait ceci qu'en réduisant le niveau de vie général de tous les travailleurs. La vente des produits de consommation est réduite d'autant, donc les capitalistes spécialisés dans cette branche en pâtissent. Ils ne peuvent s'en tirer qu'en produisant à leur tour pour la guerre. Mais l'Etat a besoin de nouvelles ressources pour acheter cette augmentation de production de guerre. Il va donc élever encore les impôts de toutes natures.

Ainsi le cercle vicieux de l'économie de guerre est créé. Abaissement continu du niveau de vie des travailleurs, augmentation constante de la production de guerre. Pour ce faire l'Etat a besoin de plus en plus d'autorité, car les révoltes de la classe ouvrière et même des paysans deviennent de plus en plus grandes. C'est l'explication de l'évolution gé-

rale de tous les Etats capitalistes vers le fascisme.

Maintenant, le système qui permet d'enrayer les crises économiques apparaît clairement : c'est l'obligation pour les capitalistes d'axer la production sur le matériel de guerre et l'abaissement graduel du niveau de vie de tous les producteurs effectifs, salariés et paysans, au profit de l'Etat.

Cependant, l'Etat ne peut pas se procurer suffisamment de ressources pour acheter l'ensemble de la production de guerre qu'il augmente plus vite que les impôts ; il est contraint de fabriquer de nouveaux signes monétaires pour faire face à ses échecs.

C'est alors que se produit le phénomène de l'inflation, inhérent aussi à tous les pays capitalistes.

*

Mais malgré tout ceci, il arrive un moment où les impôts ne peuvent plus être suffisamment augmentés car le pouvoir d'achat des travailleurs ne peut plus être réduit sans créer de graves crises de mévente des produits agricoles. L'Etat, durant un certain temps, achète aussi ces produits agricoles (U.S.A., en France, alcool et aujourd'hui, en particulier, bovins).

L'Etat se trouve alors graduellement face à un déficit énorme. Il n'est plus possible de continuer à convertir les usines qui produisent des biens de consommation, en usine de guerre. Il n'est plus possible

d'acheter la production agricole. La crise qui se produit alors apparaît sous deux aspects qui en font une crise insoluble :

D'une part, la crise économique classique de mévente des produits de consommation due à une trop forte production de moyens de consommation par rapport au pouvoir d'achat des travailleurs.

D'autre part, l'incapacité de plus en plus totale où se trouve l'Etat de faire face à ses obligations, de payer ses fonctionnaires, de boucler son budget.

C'est la crise typique qui a lieu actuellement en France.

(A suivre.)

P. PHILIPPE.

*

Dans le prochain numéro :

LA REVOLUTION SOCIALE, UNIQUE ISSUE

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e)
C.O.P. 8032-84

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2
R. BAUON, imprimeur.